

Caisse de dépôt et placement du Québec

Conseiller.ère juridique principal.e Infrastructure et transactionnel

Référence : R03662

Durée : Poste temporaire, Temps plein d'une durée de 18 mois

Endroit : 1000, place Jean-Paul Riopelle, Montréal

La personne retenue pour le poste fera partie du pôle Actifs réels et Actions au sein des Affaires juridiques. Elle apportera un support principalement à l'équipe infrastructures au Canada et dans les Amériques dans des mandats d'acquisition, de disposition et de développement de ses investissements.

La personne pourra également être appelée à collaborer avec les autres équipes sous le pôle Actifs réels et Actions, dont Placements privés.

Votre quotidien vous demandera également d'intervenir auprès de nos conseillers.ères juridiques externes afin de structurer les transactions et d'en négocier les conditions gagnantes.

Votre expérience professionnelle devra vous permettre de veiller à la protection des intérêts de la CDPQ et d'être un ambassadeur des hauts standards que nous nous imposons.

Ce que vous ferez

- Assister les équipes d'investissement Infrastructures dans la négociation des droits et obligations contenus dans les conventions conclues avec les cocontractants (coactionnaires, vendeurs, ou autres intervenants) de la CDPQ et de ses filiales en faisant des recommandations pour identifier les situations à risque et mettre en place les stratégies optimales permettant d'atteindre les objectifs de la négociation;
- Apporter, sur une base complémentaire, un appui aux autres équipes sous le pôle Actifs réels et Actions;
- Réviser, rédiger et négocier la documentation préparée par les conseillers juridiques externes relative aux investissements et aux monétisations, ainsi qu'aux activités de gestion d'actifs;
- Comprendre les balises fixées par la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et ses règlements;
- Préparer, examiner, vérifier et contrôler la qualité juridique des documents corporatifs, actes, des contrats et documents auxquels la CDPQ et ses filiales sont parties prenantes, de façon à ce qu'ils soient conformes aux lois pertinentes;
- Faire des recommandations aux équipes d'investissement dans la structuration de transactions en fonction des limites imposées par la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, les lois fiscales, les lois sur les valeurs mobilières, les lois sur les sociétés et les législations étrangères.

Ce que vous apportez

- Diplôme de 1er cycle en droit;
- Membre du barreau du Québec et bénéficiaire d'un minimum de cinq (5) années d'expérience en pratique privée ou en entreprise;
- Expérience en droit des affaires, principalement en fusion et acquisition;
- Expérience en infrastructures et expérience en valeurs mobilières seront des atouts;
- Maîtrise des applications bureautiques connues;
- Excellente connaissance des langues française et anglaise* (parlées et écrites).
- Interactions fréquentes en anglais à l'oral et à l'écrit avec des partenaires externes basés à l'extérieur du Québec tels que des fournisseurs de services, des cabinets avocats, des pairs, des banquiers, firmes de courtage, firmes d'analyse de crédit et agences de crédit, etc.

SVP Postulez en ligne au : <https://rita.cegid.cloud/go/672d36260ccd3d2d276b3909/51fc022158b70066fae49ff0/fr>